

LES FRANÇAIS ET LA POLITIQUE DE DEFENSE

Déjà publiés

» N°84 : Les Français et l'amnistie sociale

» N°83 : Le Rolling : un instrument novateur pendant la campagne présidentielle de 2012

» N°82 : L'effet caché de l'affaire Cahuzac dans l'opinion

» N°81 : Libye : La menace islamiste a survécu à la « Révolution de Jasmin »

» N°80 : Les éléments d'analyses sur l'échec du référendum alsacien

» N°79 : François Hollande et les catholiques

» N°78 : Législative partielle dans la 2nde circonscription de l'Oise : un « front républicain » de moins en moins étanche

» N°77 : L'électorat des chasseurs : quand les fusils se rendent aux urnes

» N°76 : Benoît XVI : un bilan globalement positif pour les catholiques français

» N°75 : le développement de la formation professionnelle, un enjeu clé pour dynamiser l'emploi

» N°74 : La perception par les Français des mesures du gouvernement en faveur de la compétitivité

» N°73 : Quels enseignements tirer de la géographie des votes aux élections internes de l'UMP ?

» N°72 : Les Français et les sondages lors de la séquence électorale de 2012

» De par son aspect spectaculaire et son fort retentissement médiatique, l'intervention militaire française au Mali a fortement marqué l'opinion publique. Ainsi selon le Tableau de Bord Ifop/Paris-Match des conversations des Français du mois de février¹, 79 % de nos compatriotes en ont parlé avec leurs proches, faisant de ce thème le sujet de conversation le plus répandu sur la période.

¹ Sondage réalisé par téléphone du 31 janvier au 1^{er} février auprès d'un échantillon national représentatif de 1026 personnes.

I. L'ADHESION A L'INTERVENTION AU MALI

Parallèlement à ce fort écho, cette intervention a rencontré un très large soutien dans la population. A la suite des succès rapides enregistrés sur le terrain par les troupes françaises et de la visite réussie de François Hollande à Bamako et Tombouctou, l'approbation de l'intervention militaire au Mali a ainsi atteint 73 % sur la période du 4-6 février², soit huit points de plus que les 17-18 janvier et dix points de plus que lors de notre première mesure effectuée les 12 et 13 janvier, au lendemain des premières frappes aériennes. Parallèlement à cette hausse, l'intensité de l'adhésion a également progressé puisque les « tout à fait favorables » sont passés de 20 % à 27 % en quinze jours quand la proportion des personnes « pas du tout favorables » reculait de 16 % à 9 %. Jamais depuis le début de l'intervention militaire en Somalie en décembre 1992, une opération extérieure n'avait bénéficié d'un tel soutien. Autre fait marquant, alors que l'adhésion s'était érodée assez rapidement lors de l'intervention en Libye en 2011 (-8 points en 2 semaines et -12 points en un mois et demi), le mouvement observé est donc inverse concernant l'opération au Mali, qui a rencontré, il est vrai, un succès rapide sans perte importante dans les rangs français. On notera néanmoins que le soutien a ensuite quelque peu reflué par rapport au « pic » atteint lors du déplacement du président de la République puisqu'il était de 59 % dans notre dernière mesure datant de la fin mars³.

Le niveau d'adhésion à une intervention militaire de la France au Mali

Question : Vous savez que des troupes françaises ont été engagées militairement au Mali pour lutter au côté du gouvernement malien contre des mouvements islamistes armés. Vous personnellement, êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable à cette intervention militaire française ?

	Rappel 12-13 Janv. 2013 ⁴ (%)	Rappel 17-18 Janv. 2013 ⁵ (%)	Rappel 4-6 Fév. 2013 (%)	Rappel 27 Fév. - 1 ^{er} Mars 2013 ⁶ (%)	Ensemble 25-26 Mars 2013 (%)
TOTAL Favorable	63	65	73	60	59
• Tout à fait favorable	22	20	27	19	21
• Plutôt favorable	41	45	46	41	38
TOTAL Pas favorable	37	34	27	40	41
• Plutôt pas favorable	23	18	18	25	26
• Pas du tout favorable	14	16	9	15	15
Ne se prononcent pas	-	1	-	-	-
TOTAL	100	100	100	100	100

² Sondage réalisé par Internet pour Midi Libre auprès d'un échantillon national représentatif de 959 personnes

³ Sondage réalisé par Internet du 25 au 26 mars 2013 pour Atlantico auprès d'un échantillon national représentatif de 1009 personnes

⁴ Sondage Ifop pour La Lettre de l'Opinion réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 12 au 13 janvier 2013 auprès d'un échantillon de 1021 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

⁵ Sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche réalisé par téléphone du 17 au 18 janvier 2013 auprès d'un échantillon de 1005 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

⁶ Sondage Ifop pour Atlantico.fr réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 27 février au 1^{er} mars 2013 auprès d'un échantillon de 1151 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

II. LES FRANÇAIS ET LA POLITIQUE DE DEFENSE

Si les Français ont soutenu très majoritairement leurs troupes déployées au Mali, ils se montrent, dans le même temps, très partagés sur la capacité de l'Etat à bien gérer ces dépenses militaires importantes (qui représentent le troisième poste de dépense de la Nation) : 49% estiment ainsi que l'argent public consacré à la Défense nationale est utilisé de manière efficace, une proportion comparable (51%) considérant l'inverse⁷. Pour nuancer ce constat pouvant paraître sévère, relevons que le jugement des Français sur l'efficacité de la dépense publique est généralement assez dur (une étude réalisée en janvier, posant la même question au sujet de la politique du logement, ne donnait que 18% d'interviewés pensant que l'utilisation des fonds dans ce domaine était efficace). Notons enfin que les perceptions ont peut-être évolué positivement sous l'effet de la guerre au Mali : un sondage de l'Ifop mené en mars 2012 montrait en effet qu'à l'époque, le budget de la défense arrivait en tête de ceux que les Français souhaitaient voir réduits dans le cadre de la baisse des dépenses publiques⁸.

Le secteur devant faire l'objet de restrictions budgétaires en cas de réduction des dépenses

Question : Dans le contexte actuel, si l'on devait réduire les dépenses publiques, dans quel secteur devrait-on d'abord les baisser ?

	Rappel Janvier 2010 ⁹ (%)	Ensemble Mars 2012 (%)
• La défense, l'armée.....	45	37
• Les aides versées aux chômeurs	25	21
• La culture.....	NP	18
• La prime pour l'emploi.....	21	14
• L'environnement, l'écologie.....	13	9
• La justice, les prisons	8	5
• La sécurité, la police	8	4
• Les universités.....	3	2
• Les retraites	2	2
• La santé, les hôpitaux	2	2
• Les écoles, les collèges et les lycées	2	1
Rien de cela	22	25
TOTAL	(*)	(*)

NP : item non posé

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

Dans le détail, les plus âgés se montrent les moins critiques (66% des 65 ans et plus considèrent que la dépense est efficace, contre 42% seulement des moins de 35 ans), de même que les CSP+ (56% des cadres supérieurs et professions libérales, contre 40% des ouvriers). Le clivage politique sur cette question

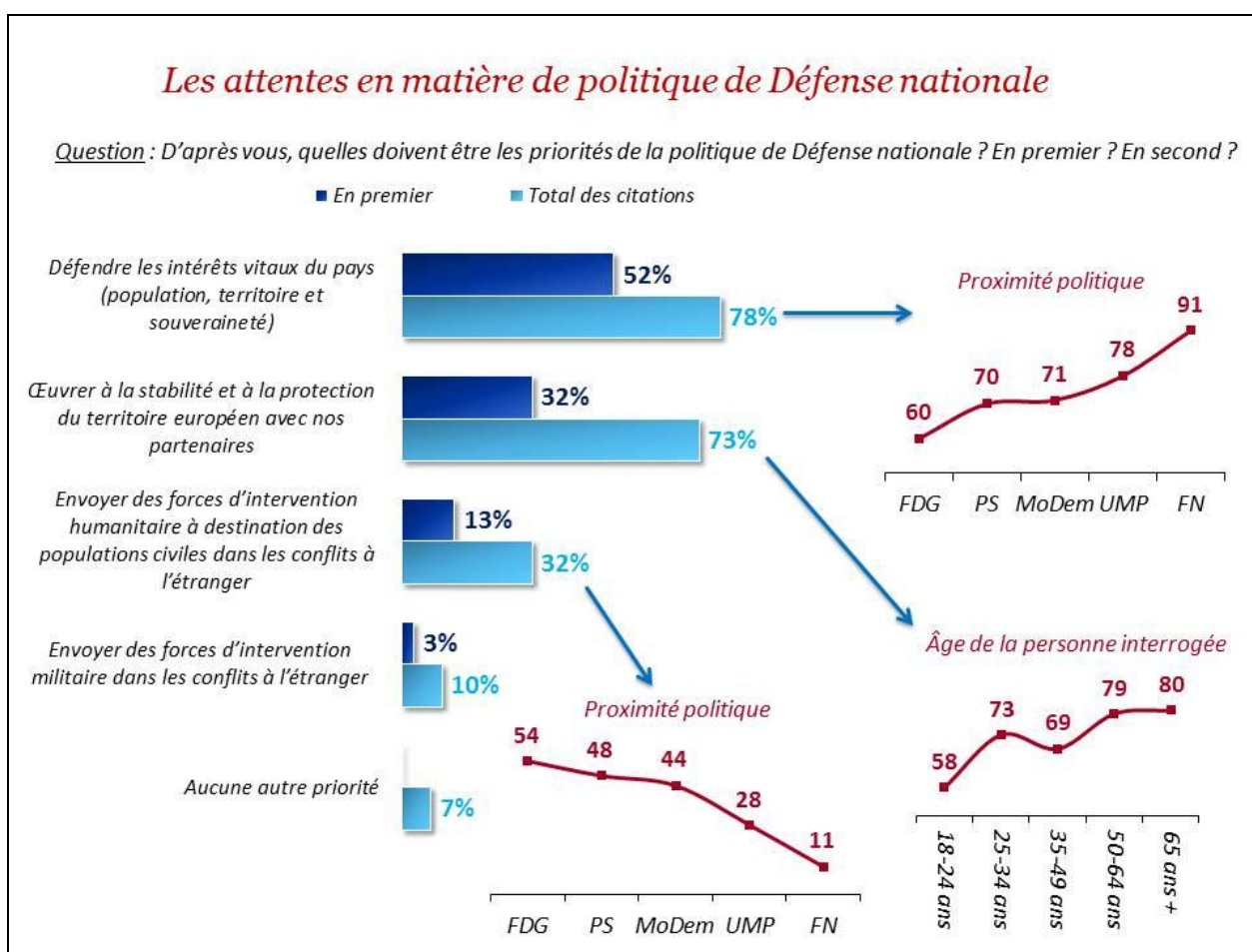
⁷ Sondage réalisé par internet pour *Acteurs Publics* auprès d'un échantillon national représentatif de 1008 personnes

⁸ Sondage réalisé du 12 au 15 mars 2012, pour « Le Mouvement de la Paix », sur un échantillon de 984 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

⁹ Etude Ifop pour la Fondation pour l'innovation politique, réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 20 au 22 janvier 2010, auprès d'un échantillon de 1024 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'intitulé exact de la question était : « Et si l'on devait réduire les dépenses publiques, dans quel secteur devrait-on d'abord les baisser ? »

apparaît relativement peu marqué : 49% des proches de la gauche (57% des sympathisants PS) et 57% des proches de la droite ont un jugement positif.

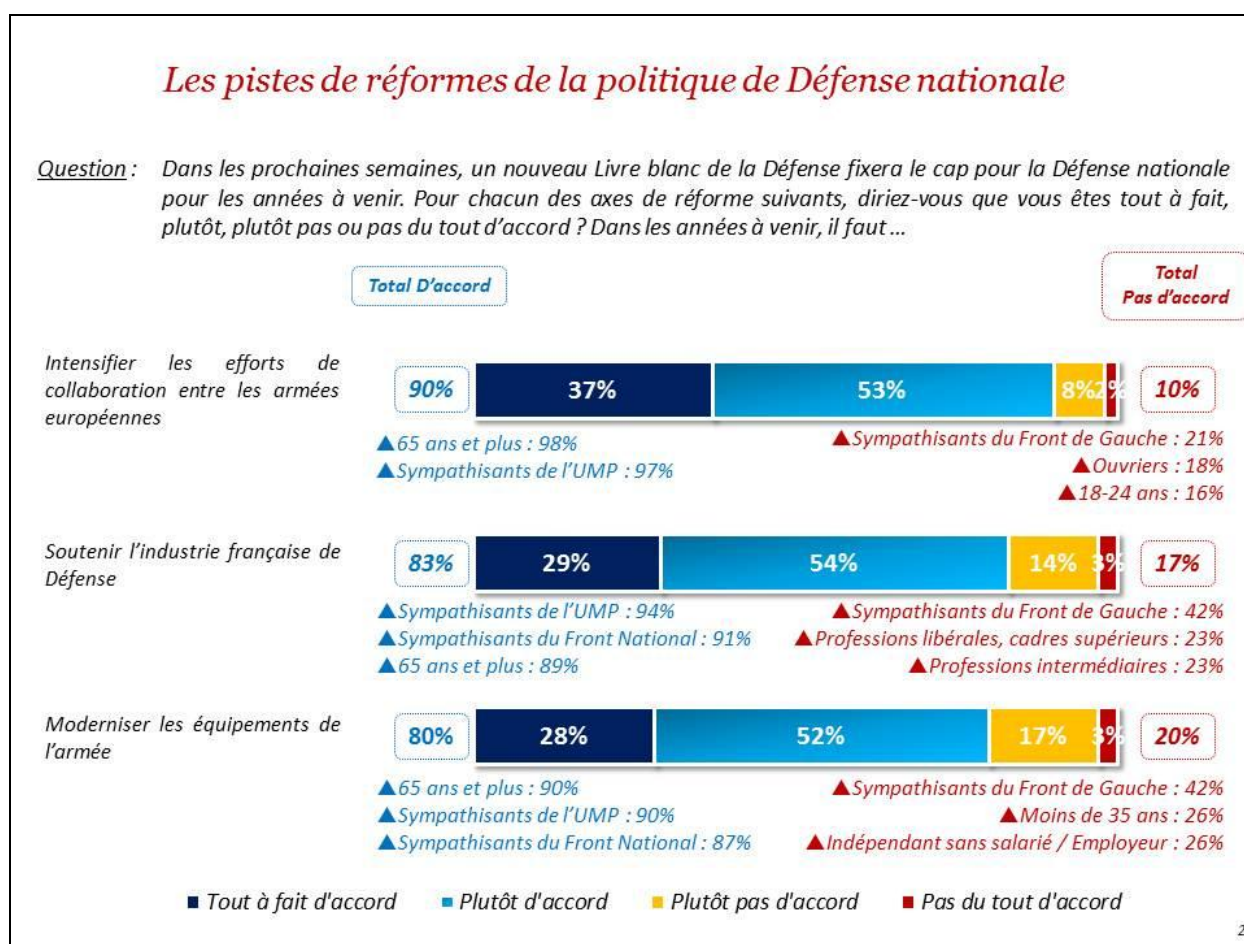
Du point de vue des priorités affectées par les Français à la politique de Défense, il semble clairement que la protection des intérêts vitaux du pays (52% de citations) continue d'en constituer la pierre angulaire. Vient ensuite (32%) la participation à la stabilité et à la protection du territoire européen. Ces deux dimensions sont largement privilégiées à celles intégrant une projection extérieure des forces françaises : 13% seulement des personnes interrogées évoquent l'envoi de forces d'intervention humanitaire à l'étranger, et 3% une participation à des conflits hors du territoire national. Au total des réponses, ce dernier axe n'est mentionné que par 10% des interviewés, un taux très bas, en particulier si l'on tient compte du contexte actuel marqué par le soutien de l'opinion à l'intervention française au Mali. Ce paradoxe peut sans doute en partie s'expliquer par le fait que les opérations au Mali peuvent apparaître aux yeux de nombreux Français comme relevant de « la protection des intérêts vitaux du pays ».



Il est enfin frappant de constater que la mission européenne attribuée à la politique de défense française n'est mentionnée que par 25% des plus jeunes, et que ce sont surtout les personnes âgées (38% des 65 ans

et plus) qui l'évoquent¹⁰. Autre clivage manifeste : 23% des proches de la gauche citent l'intervention humanitaire à l'étranger, contre 6% seulement des sympathisants de droite.

S'agissant enfin des pistes de recommandations possibles du Livre Blanc, les Français montrent un attachement tant à la rationalisation des dépenses qu'à la modernisation de l'armée dans un contexte général sensiblement marqué par la thématique de la réduction du déficit public. Ainsi, au chapitre d'une optimisation du fonctionnement de l'armée (et donc d'une meilleure utilisation des sommes qui y sont consacrées), 90% adhèrent à l'idée d'une collaboration plus intense avec les armées européennes (présentée sous l'aspect d'une mutualisation des dépenses, le projet d'une défense européenne passe mieux... malgré les réserves évoquées précédemment), 79% considèrent qu'il est nécessaire de réviser la politique d'intervention extérieure de l'armée française et 64% souhaitent qu'on réduise les implantations hors territoire national (qui ont pourtant joué un rôle décisif en permettant un déploiement très rapide sur le théâtre malien...) et qu'on continue de fusionner les bases existantes.



¹⁰ D'autres données Ifop montrent par ailleurs que le projet d'une politique européenne de défense commune est loin d'être acté. Ainsi alors que nous commémorions au mois de janvier le 50ème anniversaire du Traité de l'Elysée, les résultats d'une enquête Ifop pour la *Lettre de l'opinion* indiquaient clairement que l'opinion publique allemande était loin d'être en phase avec l'opinion française. 71 % des Allemands se disaient ainsi opposés à ce que des soldats de la Bundeswehr viennent épauler les troupes françaises au Mali. Malgré l'existence d'une brigade franco-allemande et une coopération militaire entre les deux pays, les deux opinions publiques ont donc des positions diamétralement opposées sur la question malienne. Seuls 29 % de nos voisins seraient favorables à cette participation, ce chiffre étant encore plus faible que ce nous avons mesuré concernant une éventuelle implication des forces allemandes à une opération en Syrie en juin dernier (36 %). On notera que l'opposition à l'envoi de troupes est encore plus marquée dans l'ex-Allemagne de l'Est (19 % favorables contre 31 % à l'Ouest), où le courant pacifiste et non-interventionniste est plus ancré.

Le jugement est plus mitigé en ce qui concerne l'externalisation de certaines fonctions auprès du secteur privé (56% pensent qu'il faut l'intensifier, 44% sont d'un avis contraire), et nettement plus encore s'agissant de la réduction des coûts via la baisse des effectifs de l'armée (45% d'adhésion seulement pourrait-on dire), signe certainement de l'impact du conflit malien sur les représentations des Français quant à l'utilité d'une force armée suffisamment nombreuse. Dans le même temps, les efforts d'adaptation sont largement mis en avant : 80% des interviewés sont d'accord pour engager une modernisation des équipements de l'armée, et 83% pour soutenir l'industrie française de Défense.

L'analyse des différentes études récentes de l'Ifop laisse donc apparaître un rapport contrasté et complexe des Français à leur défense. S'ils approuvent et soutiennent largement l'opération au Mali, ils sont parallèlement tentés de faire porter aux armées une part importante de l'effort de réduction du déficit public, ce qui pourrait en retour rapidement obérer les capacités de projection et d'intervention de nos forces armées...

III. LA QUESTION SYRIENNE

En août 2012, alors que les combats s'intensifiaient à Alep, seconde ville de Syrie, l'opinion publique française demeurerait très partagée quant à l'opportunité d'une intervention militaire de l'ONU dans ce pays. 52% des personnes interrogées y seraient favorables contre 48% qui y seraient opposés. Ces chiffres étaient identiques à ceux mesurés en juin de la même année avant que les rebelles n'infligent des coups sévères au régime.

L'adhésion à une intervention militaire des Nations-Unies en Syrie

Question : *Vous savez que depuis plusieurs mois des affrontements et des combats ont lieu en Syrie qui s'enfoncent dans la guerre civile. Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable à une intervention militaire des Nations-Unies en Syrie ?*

	Rappel Février 2012 ¹¹ (%)	Rappel Mai 2012 ¹² (%)	Rappel Juin 2012 ¹³ (%)	Rappel Août 2012 ¹⁴ (%)	Ensemble Mai 2013 (%)
TOTAL Favorable	51	58	52	52	59
• Tout à fait favorable	17	20	21	19	21
• Plutôt favorable	34	38	31	33	38
TOTAL Pas favorable	49	42	48	48	41
• Plutôt pas favorable	28	25	26	27	26
• Pas du tout favorable	21	17	22	21	15
TOTAL	100	100	100	100	100

¹¹ Sondage Ifop pour Atlantico.fr réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 7 au 9 février 2012 auprès d'un échantillon de 969 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

¹² Sondage Ifop pour Dimanche Ouest France réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 30 mai au 1^{er} juin 2012 auprès d'un échantillon de 1006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

¹³ Sondage Ifop pour Atlantico.fr réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 18 au 21 juin 2012 auprès d'un échantillon de 1001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

¹⁴ Sondage Ifop pour Sud-Ouest Dimanche réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 6 au 8 août 2012 auprès d'un échantillon de 1004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Tout se passait comme si en dépit des développements intervenus sur le terrain, les positions étaient assez figées dans l'opinion publique française. Concernant plus précisément un engagement militaire de la France en cas d'une intervention internationale en Syrie, l'adhésion s'effritait de nouveau et se situait à un niveau nettement plus faible à 39% en recul de 3 points par rapport à juin 2012 et de 11 points par rapport à mai¹⁵.

La réticence à exposer des soldats français sur le sol syrien (et sans doute aussi à engager des dépenses conséquentes en période de crise) était la plus répandue parmi les ouvriers (68% étaient opposés à une participation militaire française), les ruraux (67%) et les sympathisants du FN, qui campent traditionnellement sur des positions isolationnistes.

L'adhésion à un engagement militaire de la France en Syrie

Question :: Dans l'hypothèse d'une telle intervention, seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable à un engagement militaire de la France ?

	Rappel Février 2012 (%)	Rappel Mai 2012 (%)	Rappel Juin 2012 (%)	Rappel Août 2012 (%)	Ensemble Mai 2013 (%)
TOTAL Favorable	38	50	42	39	39
• Tout à fait favorable	9	13	13	11	10
• Plutôt favorable	29	37	29	28	29
TOTAL Pas favorable	62	50	58	61	61
• Plutôt pas favorable	27	28	29	29	32
• Pas du tout favorable	35	22	29	32	29
TOTAL	100	100	100	100	100

Au mois de mai de cette année, soit neuf mois plus tard, 59% des Français interrogés par l'Ifop pour *Atlantico.fr*, se disent favorables à une intervention militaire des Nations-Unis en Syrie, contre 52% en août dernier. Si le souhait d'une intervention internationale progresse sensiblement, sans doute sous l'effet de l'aggravation de la situation sur le terrain et de la multiplication des actes de guerre impliquant des Etats frontaliers (Turquie, Liban et Israël), l'opinion publique française ne soutient pas l'intervention de notre dans le conflit. 61% des personnes interrogées refusant de voir nos troupes engagées. Ce score n'a pas évolué depuis août dernier mais en revanche jamais l'écart entre l'adhésion à une intervention internationale et à une participation de la France n'avait été aussi important : 20 points dans cette dernière enquête contre 11 points en moyenne dans les vagues précédentes, ce différentiel croissant semblant indiquer que nos compatriotes sont inquiets face à la dégradation de la situation et les risques d'extension du conflit mais qu'ils souhaitent que d'autres pays s'engagent, la France ayant payé son tribut au Mali.

¹⁵ Ces résultats sont comparables à ceux enregistrés avant le déclenchement de l'intervention en Libye (36% en mars 2011, l'opinion publique basculant ensuite par un réflexe patriotique et devant les premiers résultats positifs des frappes aériennes dans un soutien très majoritaire à l'opération) mais sont très en retrait du niveau d'adhésion qui prévalait à la veille de l'envoi de troupes françaises en Afghanistan (55% d'adhésion en octobre 2001), au Kosovo (58% en avril 1999) ou bien encore en Bosnie (68% en mai 1994).

Dans le même ordre d'idées, on notera également qu'à la veille de la conférence des 22 et 23 mars à Dublin, au cours de laquelle les ministres des Affaires étrangères de l'Union Européenne ont débattu de la demande des gouvernements français et britannique d'armer les rebelles syriens, une autre enquête réalisée par l'Ifop pour *Atlantico.fr* révélait que 61% des Français sont opposés à ce projet car ils craignaient que ces armes ne tombent dans les mains des islamistes.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.
Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises
jerome.fourquet@ifop.com